

International Political Science Review

<http://ips.sagepub.com/>

Abstracts in French and Spanish

International Political Science Review 2010 31: 514

DOI: 10.1177/0192512110376034

The online version of this article can be found at:

<http://ips.sagepub.com/content/31/4/514.citation>

Published by:



<http://www.sagepublications.com>

On behalf of:



International Political Science Association (IPSA)

Additional services and information for *International Political Science Review* can be found at:

Email Alerts: <http://ips.sagepub.com/cgi/alerts>

Subscriptions: <http://ips.sagepub.com/subscriptions>

Reprints: <http://www.sagepub.com/journalsReprints.nav>

Permissions: <http://www.sagepub.com/journalsPermissions.nav>

>> [Version of Record](#) - Sep 10, 2010

[What is This?](#)



International Political Science Review

31(4) 514–519

© The Author(s) 2010

Reprints and permission:

sagepub.co.uk/journalsPermissions.nav

DOI: 10.1177/0192512110376034

ips.sagepub.com



Abstracts in French and Spanish

Résumés

Comparaison des mesures de puissance nationale

Hyung Min Kim

Cet article propose un nouveau concept de puissance nationale, utilisant l'approche de réseau social, appelé « puissance de réseau structurel » et défini comme la puissance d'un État particulier résultant de son emplacement dans les réseaux de relations internationales. Cet article aspire principalement à comparer et confronter cette nouvelle mesure de puissance nationale (Indice de puissance de réseau structurel, SNPI) aux mesures précédentes, notamment les Corrélations de guerre, l'indice composé des capacités nationales (CINC), mesure de puissance nationale la plus largement utilisée dans des relations internationales. Une comparaison des deux mesures est effectuée par deux séries d'analyse: les analyses de facteur confirmatif et des analyses de corrélation (Pearson et Spearman). Les résultats montrent clairement que les deux mesures de puissance examinent deux aspects différents de la puissance nationale – l'un mesuré selon le concept de puissance attributionnelle et l'autre mesuré selon le concept de puissance relationnelle – et que le modèle de la nouvelle mesure de puissance nationale fonctionne bien mieux que celui des mesures précédentes. À partir de ces résultats, on conseille aux chercheurs de considérer les différents aspects et mesures de puissance nationale quand ils étudient la puissance nationale et son application dans les domaines de la politique comparative et des relations internationales.

Structure versus culture: une étude comparative de l'influence des institutions politiques et des facteurs de modernisation culturels sur les taux de participation des électeurs dans les élections parlementaires infranationales

Markus Freitag

Comment peuvent être expliqués les différents niveaux de participation électorale dans des élections parlementaires infranationales? Pour répondre à cette question, on part du *statu quo* actuel de la recherche comparative internationale pour appliquer ses approches explicatives à une analyse d'unités locales. Dans la littérature, deux approches concurrentes se distinguent dans la lignée du choix rationnel institutionnaliste et de la modernisation culturelle: la première suppose que des institutions politiques formelles génèrent des incitations importantes capables de former et contraindre le comportement de vote. À l'opposé de cette hypothèse se trouve le postulat que les différences de taux de participation sont déterminées par des habitudes culturelles résultant du

processus de socialisation et de la modernisation sociale. L'examen comparatif systématique de la démocratie électorale dans les cantons suisses montre que les différents taux de participation électorale dans ces unités infranationales sont imputables principalement à la force du catholicisme politique. Dans cette veine, plutôt qu'être fonction de procédures institutionnelles et électorales, les niveaux du taux de participation électorale reflètent des normes culturelles dans les cantons suisses. En outre, nos découvertes suggèrent que, pour le comportement électorale, le milieu culturel peut avoir plus d'impact au niveau local qu'au niveau international.

Diplomatie coercitive et liberté de la presse: une évaluation empirique de l'impact des sanctions économiques sur l'ouverture médiatique

Dursun Peksen

Malgré le rôle central du jeu médiatique dans les processus de politique étrangère et intérieure, très peu de recherches ont étudié l'influence des facteurs internationaux sur l'ouverture médiatique. Cette étude examine l'impact de la diplomatie coercitive – sous forme de sanctions économiques – sur la liberté de la presse. On veut démontrer que la contrainte économique étrangère détériore probablement la liberté de la presse (1) par la limitation des interactions du pays sanctionné avec le monde extérieur, permettant ainsi au régime ciblé d'avoir un plus grand contrôle des flux d'information libres; et (2) en infligeant des dégâts économiques aux conséquences significatives sur la durabilité et le développement d'expressions médiatiques indépendantes. En utilisant des données empiriques internationales de longue durée concernant un grand nombre de pays pendant la période 1980–2000, les études confirment l'effet négatif des sanctions économiques sur l'ouverture médiatique. En particulier, de larges sanctions ont un impact négatif plus grand sur la liberté de la presse que des sanctions plus sélectives. En outre, des sanctions multilatérales ont probablement un impact corrosif plus grand sur l'ouverture médiatique que des sanctions unilatérales.

Étendre la citoyenneté aux émigrants: contestation démocratique et nouvelle norme mondiale

Sybil Rhodes et Arus Harutyunyan

Nous soutenons que la littérature de plus en plus abondante sur des politiques d'immigration devrait être reliée aux discussions théoriques plus générales sur l'expansion de la citoyenneté formelle. Les réponses de l'État aux demandes des émigrants pour l'intégration et le droit de vote renvoient aux modèles d'extension de la citoyenneté à d'autres groupes précédemment exclus, tels les non-possédants, les minorités raciales et les femmes, dans la mesure où la citoyenneté des émigrants s'est développée dans le cadre de régimes compétitifs et de normes internationales. Nous évaluons « l'hypothèse de norme globale » – selon laquelle l'inclusion croissante des émigrants a résulté de l'apparition d'un nouveau standard normatif international – et « l'hypothèse de contestation » – selon laquelle les niveaux plus hauts de compétition de régime font plus probablement étendre par les États la citoyenneté aux émigrants. Cette dernière est associée à « la sous-hypothèse d'opportunité », selon laquelle les transitions fournissent un contexte particulièrement propice pour

mettre en œuvre la citoyenneté des émigrants, et « la sous-hypothèse d'endurance démocratique », qui pose en principe que des régimes compétitifs élargissent probablement dans le temps la citoyenneté aux émigrants dans un processus graduel. Nous utilisons une combinaison d'analyse statistique et d'études de cas – Arménie, Mexique, Espagne et États-Unis – pour évaluer ces hypothèses causales, de même que quelques approches plausibles trouvées dans la littérature sur des politiques d'expatriation.

Fermetures de bases militaires: le succès et le déclin de la question des bases américaines en Espagne, 1975–2005

Alexander Cooley et Jonathan Hopkin

Cet article examine les conditions dans lesquelles les bases militaires des États-Unis à l'étranger deviennent une question politique litigieuse dans les pays démocratiques accueillant ces bases. La consolidation démocratique, en particulier l'institutionnalisation du système de parti, réduit l'intérêt des élites politiques à mobiliser un soutien politique intérieur autour de l'opposition à une présence militaire étrangère. Dans le cas espagnol, les changements de modèle de compétition partisane expliquent pourquoi la question des bases était particulièrement litigieuse dans la politique intérieure en 1981–1988, malgré l'opposition publique profonde et de longue date à l'utilisation de bases militaires par les États-Unis, notamment récemment lors de la campagne irakienne en 2003. Ni l'explication par l'opinion publique, se concentrant sur l'anti-américanisme, ni l'explication par la sécurité, se concentrant sur la nature des relations de sécurité bilatérales, ne peuvent expliquer ces tendances identiques. La question présente d'importantes implications pour déterminer quand et pourquoi des pays démocratiques étrangers en viennent à contester l'hégémonie de la sécurité américaine.

Resúmenes

Comparando medidas de poder nacional

Hyung Min Kim

Este artículo propone un nuevo concepto de poder nacional desde una perspectiva de la teoría de redes sociales. Dicho concepto, al que denominamos “poder estructural de las redes” se define como el poder que ostenta un estado en función de su posición dentro de la malla de redes de relaciones internacionales. El objetivo principal de este artículo es comparar y contrastar una nueva medida de poder nacional, a la que llamamos “índice del poder estructural de redes” (SNPI), con otras medidas previamente utilizadas – en concreto con el índice compuesto de capacidades nacionales (CINC) elaborado por el proyecto *Secuelas de la Guerra* y que representa la medida más utilizada en el estudio de relaciones internacionales. La comparación de ambas medidas se llevó a cabo utilizando dos tipos de análisis: análisis factorial confirmatorio y análisis correlativo (Pearson y Spearman). Los resultados muestran claramente que cada una de las medidas comparadas apunta a dos aspectos distintos del poder nacional – uno ligado a

un concepto atributivo de poder y el otro ligado a un concepto relacional. Sin embargo, el análisis también demuestra que el modelo de medición del nuevo índice de poder nacional es más adecuado que las medidas utilizadas con anterioridad. De cara a estos resultados, el artículo recomienda que los expertos consideren diferentes aspectos y medidas a la hora de analizar el poder nacional y su aplicación en los campos de la política comparada y las relaciones internacionales.

¿Estructura o cultura? Un estudio comparativo sobre la influencia de las instituciones políticas y los factores de modernización cultural en los niveles de participación electoral en elecciones parlamentarias sub-nacionales

Markus Freitag

¿Cómo podemos explicar la diferencia en los índices de participación electoral en elecciones parlamentarias? Con objeto dar una respuesta a esta pregunta, el artículo toma como punto de partida los estudios comparativos nacionales realizados hasta la fecha y aplica los modelos explicativos más recientes a un análisis centrado en el nivel sub-nacional. Los estudios realizados en este campo proponen dos modelos explicativos – uno derivado del institucionalismo de elección racional y el otro de la modernización cultural. El primer modelo presupone que las instituciones políticas generan incentivos importantes que pueden determinar, y también constreñir, el comportamiento del electorado. Por contrapartida, existe otra hipótesis totalmente opuesta según la cual las diferencias en los niveles de participación electoral vienen determinadas por los hábitos culturales que se derivan de los procesos de socialización y modernización de la sociedad. En este contexto, el estudio llevó a cabo un análisis sistemático comparado de la democracia electoral en tres cantones suizos. Los resultados de este análisis revelan que las diferencias en los índices de participación electoral en estos cantones son atribuibles sobre todo al poder del catolicismo político. Ello implica que los niveles de participación electoral, más que depender de procedimientos institucionales y electorales, reflejan las normas culturales en estos entes políticos y administrativos sub-nacionales. Más aún, los resultados sugieren que las condiciones culturales pueden ser un factor más importante en el comportamiento del electorado a nivel sub-nacional, que a nivel internacional.

Diplomacia coercitiva y libertad de prensa: Una evaluación empírica del impacto de las sanciones económicas sobre el grado de apertura de los medios de comunicación

Dursun Peksen

A pesar del papel fundamental que juegan los medios de comunicación en la formación de la política interior y la política exterior, apenas hay estudios que investiguen la influencia de factores internacionales sobre el grado de apertura de los medios. Este artículo examina el impacto de la diplomacia coercitiva (en forma de sanciones económicas) sobre la libertad de prensa, sosteniendo que la coerción económica exterior tiende a deteriorar la libertad de prensa de dos maneras distintas: 1) restringiendo las relaciones del país sancionado con el mundo exterior y

permitiendo así que el régimen en cuestión tenga más control sobre los libres flujos de información; y 2) causando serios daños económicos a la sostenibilidad y al desarrollo de unos medios de información independientes. Utilizando datos empíricos nacionales de series temporales sobre un gran número de países durante el período 1980–2000, los resultados confirman la tesis según la cual las sanciones tienen un efecto negativo en el grado de apertura de los medios de comunicación. Más aún, el estudio revela que las sanciones extensivas tienen un efecto negativo mayor que las selectivas, y que el impacto de las sanciones multilaterales tiende a ser más corrosivo que el de las unilaterales.

La ampliación de los derechos de ciudadanía a los inmigrantes: competición democrática y nueva norma mundial

Sybil Rhodes and Arus Harutyunyan

Este artículo propone que el estudio sobre políticas de inmigración debería tomar en consideración debates teóricos más genéricos sobre la ampliación de los derechos de ciudadanía. Si nos fijamos en las respuestas de diversos estados a las demandas de la población inmigrante sobre pertenencia o derecho al voto, observamos que éstas siguen pautas muy similares a la ampliación de los derechos de ciudadanía a otros grupos sociales excluidos tales como los “sin tierra”, las minorías raciales, y las mujeres, en la medida en que en todos estos casos el desarrollo de dichos derechos es consecuencia de regímenes competitivos y normas internacionales. En este contexto, el artículo evalúa dos hipótesis: por un lado, “la hipótesis de la norma mundial”, según la cual la inclusión progresiva de los inmigrantes es el resultado de la aparición de una nueva norma mundial, y por otro “la hipótesis de la competición”, según la cual la probabilidad de que los derechos de ciudadanía se amplíen a los inmigrantes aumenta con el grado de competición en regímenes políticos. De esta última hipótesis se derivan dos predicciones: 1) “la sub-hipótesis sobre la ventana de oportunidades” que sostiene que los regímenes en transición crean un contexto propicio para la implementación de los derechos de ciudadanía para los inmigrantes; y 2) “la sub-hipótesis sobre la capacidad democrática” que sostiene que la probabilidad de que los derechos de ciudadanía se amplíen de forma gradual a la población inmigrante es más alta en regímenes competitivos. Para evaluar estas hipótesis causales y otras alternativas plausibles propuestas en estudios sobre políticas para expatriados, esta investigación utiliza una combinación de análisis estadístico y estudios de caso en Armenia, México, España, y Estados Unidos.

La clausura de bases militares: Auge y declive de las bases militares estadounidenses en España, 1975–2005

Alexander Cooley and Jonathan Hopkin

Este artículo investiga las condiciones bajo las cuales la política militar exterior de Estados Unidos llega a convertirse en un tema políticamente contencioso en países democráticos anfitriones. El argumento central es que la consolidación democrática, y más concretamente la institucionalización del sistema de partidos, desincentiva a las élites políticas a la hora de movilizar una oposición política contra la presencia militar extranjera. En el caso de España, los cambios en el

modelo de competición de partidos explican por qué la presencia de bases militares fue un tema especialmente contencioso en la política nacional durante el período 1981–1988 pero no más recientemente – como por ejemplo durante la campaña de Irak de 2003 – a pesar de una fuerte y prolongada oposición por parte de la opinión pública a la utilización estadounidense de las bases. Ni la tesis de la existencia de una opinión pública anti-americanista, ni la tesis basada en características de las relaciones bilaterales de seguridad son capaces de explicar estas dos mismas pautas. El argumento que desarrolla este artículo tiene implicaciones importantes para determinar cuándo y por qué los países democráticos extranjeros combaten la hegemonía de Estados Unidos en cuestiones de seguridad.